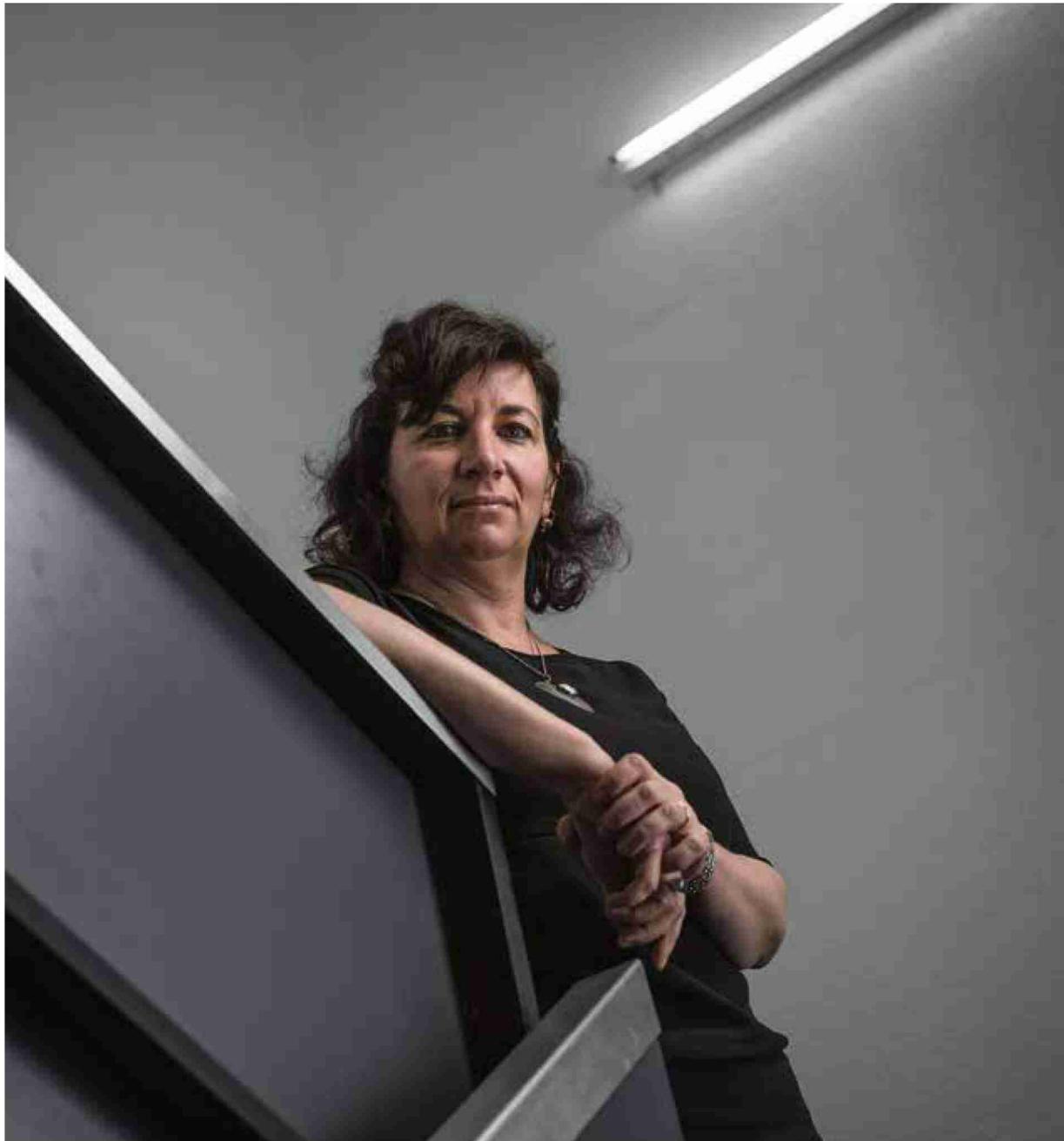




## «Cette crise, c'est le monde d'aujourd'hui»

**UNIVERSITÉS** Rectrice depuis 2013 de la HES-SO, Luciana Vaccaro vient d'être reconduite à son poste. Elle dresse un bilan de la crise: «Il n'y a pas un hashtag #covid, il y a une expérience covid. Un plus, pas un moins»



Luciana Vaccaro: «En période d'incertitude, les hautes écoles sont des refuges.» (FRANÇOIS WAVRE/LUNDI13)



## PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS DUFOUR

@NicoDufour

Elle va entamer son troisième mandat dans la curieuse ambiance de la pandémie. Luciana Vaccaro a été reconduite à la tête de la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale, la HES-SO. Cette université des métiers, que présidera désormais la ministre vaudoise Cesla Amarelle, regroupe près de 30 écoles dans sept cantons, pour 21000 étudiants, en général au bénéfice d'un apprentissage et d'une maturité professionnelle.

### Où en êtes-vous dans le téléenseignement?

Nous avons passé le semestre de printemps 2020 uniquement à distance, et il était clair que nous ne tiendrions pas un semestre de plus ainsi, vu la composante pratique de nos formations. Dans les dispositions fédérales, à l'automne, nous avons pu obtenir une dérogation qui permet l'enseignement en présentiel pour les activités essentielles.

**La définition de l'«essentiel» est-elle aussi polémique que pour les magasins?** Il y a des évidences. Apprendrez-vous à faire une perfusion en téléconférence? Nous parlons de tout ce qui est pratique, en technique comme en santé, mais aussi dans les arts. Dans la danse, à La Manufacture, notre haute école des arts de la scène, l'effectif est déjà modeste, à 12 personnes par classe: nous avons pu créer deux petits groupes.

**Avez-vous eu des signaux de souffrance des étudiants, comme on l'entend dans les universités?** Oui. Un exemple: à l'intersemestre, nous avons redouté une baisse des inscriptions aux examens, et par la suite, une chute des taux de réussite. Ce n'est heureusement pas le cas. Mais nous constatons que les étudiants qui ont le plus étudié à distance, comme en gestion d'entreprise et en économie, sont ceux où la souffrance psychologique est la plus forte. Parmi nos étudiants, 60% vivent avec leurs parents, qui eux-mêmes sont peut-être en télétravail: imaginez quel cadre cela leur donne... Nous devons leur permettre de sortir!

**A présent, c'est le retour?** En partie. Nous visons 20 à 30% d'enseignement sur les sites. Il faut maintenir le lien avec l'institution, et tout simplement permettre les

échanges que la visioconférence n'offre pas. Même en économie, nous faisons revenir les étudiants par petits groupes. Le défi, qui durera bien au-delà de la crise, est l'équilibre adéquat de téléenseignement et de présentiel.

**Entendez-vous une crainte concernant la valeur du diplôme «années covid»?** Nous percevons de nombreuses craintes, sur le diplôme, mais aussi sur les perspectives d'emploi après la crise, ou même sur la survivance de certains métiers... Je dis aux étudiants à la remise des diplômes: «Ne croyez pas les avis médisants sur le titre.»

Cette crise, c'est le monde d'aujourd'hui. Il n'y a pas un hashtag #covid, il y a une expérience covid. Les étudiants ont dû s'adapter à un environnement numérique; c'est un plus, pas un moins. Et comme responsables académiques, nous sommes sur la ligne de crête. Nous devons faire preuve d'empathie, mettre toutes les chances de leur côté et défendre l'égalité des chances, mais nous ne devons pas baisser les exigences.

**La crise provoque-t-elle une baisse des inscriptions?** Au contraire, elles sont un peu à la hausse dans toutes les disciplines. En période d'incertitude, les hautes écoles sont des refuges. En ce moment, les jeunes n'ont pas pu prendre d'année sabbatique. Et ceux qui passaient leur maturité professionnelle ou spécialisée ont voulu entrer tout de suite dans une HES.

**Les difficultés du secteur de la santé ne vont-elles pas dissuader les candidats?** On sait que la part de vocation est importante, vous ne vous lancez pas dans des études HES en santé pour le salaire ou le prestige... Durant la première vague, nos étudiants ont été très sollicités pour apporter des renforts. C'est moins le cas maintenant, et nous arrivons à maintenir les stages.

**Vous avez dans vos filières les secteurs les plus exposés: santé, arts de la scène, hôtellerie...** Nous avons mis sur pied des aides d'urgence, par exemple pour s'équiper en informatique. Il y a eu beaucoup de demandes, en particulier dans le domaine des arts. Les étudiants ont perdu des petits jobs précieux... A l'époque où la jauge était de 50 personnes, nous avons pu maintenir des expériences avec du public, même

limité – je n'ai d'ailleurs pas pu acheter un billet pour La Manufacture, c'était complet! En hôtellerie, la grande crainte portait sur les stages.

**Comment offrir des stages quand le secteur est à terre?** L'Ecole hôtelière a divisé ses classes par trois, une partie sur place, deux à distance. Surtout, n'oubliez pas que les hôtels sont restés ouverts. L'école a fait un remarquable travail avec ses alumni pour trouver davantage de stages dans les hôtels. Et les étudiants qui étaient à l'étranger, notamment en Asie, ont pu reprendre assez vite.

**Quel enseignement tirez-vous en matière de numérisation?** Que c'est un instrument à utiliser le plus finement possible. Nous avons un plan de digitalisation: la pandémie a été un méga-laboratoire. Si elle s'était déclenchée il y a vingt ans, nous aurions fait une année blanche. Nous resterons avant tout orientés sur le présentiel; mais nous voyons comment le processus d'apprentissage peut passer par plusieurs canaux. Pensez au dossier électronique du patient. Les infirmières et infirmiers auront sans doute besoin de compétences étendues en informatique. Il faudra les accompagner, leur dire quels cours sont utiles, lesquels ne le sont pas...

**«Le défi, qui durera bien au-delà de la crise, est l'équilibre adéquat de téléenseignement et de présentiel»**

**Allez-vous moduler davantage les cursus et maintenir une part de télétravail?** Oui. Nous introduirons davantage de flexibilité dans les plans d'études. Et en tant qu'employeur, nous allons revoir le règlement du personnel, pour bénéficier, là aussi, de davantage de souplesse. Je me pose désormais la question: pour une séance d'une heure à Berne, faut-il vraiment faire le déplace-



ment? Notez que nous avons des demandes contrastées. Une enseignante mère de trois enfants me lançait: «Faites-moi revenir au travail!»

**Pensez-vous pratiquer des tests à grande échelle?** C'est un défi logistique énorme. Nos étudiants sont très mobiles, un matin à Lausanne, l'après-midi à Fribourg... En ce sens, notre situation n'est pas comparable à celle des écoles secondaires. Pour l'instant, nous n'avons pas prévu d'avoir recours à cet outil. Mais si des cantons ou des hautes écoles souhaitent le mettre en œuvre, nous apporterons notre soutien.

**Vous allez présider, unique femme rectrice, la chambre des HES de la faïtière des hautes écoles. Les liens avec l'Union européenne vont-ils être au centre des soucis?** Il y aura deux défis. La question des moyens financiers après la crise: je peux entendre que nous devons contribuer aux efforts, mais il faudra définir ce qui est prioritaire en termes d'enseignement et de compétences professionnelles. Cela demandera davantage de coordination entre les hautes écoles. Et l'Europe, oui, car nous avons toujours la crainte d'être exclus. L'après-crise posera des défis identiques à toute la planète, les systèmes de santé, la numérisation. Imagine-t-on les relever à la seule échelle de la Suisse? Le surplace actuel m'attriste, pour toutes les hautes écoles et leurs étudiants. Il importe donc d'avoir rapidement une relation stabilisée avec l'Union européenne. ■